

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 50 (1970)
Heft: 2: Au-delà de l'économie

Artikel: Au-delà de l'économie
Autor: Aron, Raymond
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887925>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AU-DELÀ DE L'ÉCONOMIE

par Raymond ARON

Vingt cinq ans après l'armistice de 1918, des millions d'hommes combattaient et mouraient dans les plaines de Russie, les déserts d'Afrique, les jungles de Birmanie, le ciel de France, les immensités des mers.

Vingt cinq ans après la capitulation du III^e Reich, des guerres se poursuivent en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient, l'une et l'autre toujours recommencées. Les Vietnamiens de moins de trente ans, qu'ils appartiennent au Nord ou au Sud, qu'ils obéissent aux gouvernants de Saïgon ou d'Hanoï, n'ont pas connu la paix. De même, Israéliens, Palestiniens, Égyptiens, Jordaniens, semblent engagés en une lutte inépuisable dont la possession d'une terre sacrée pour les fidèles des trois religions du Livre constitue l'enjeu.

Malgré l'appréciation de ces conflits locaux en une perspective planétaire, le contraste entre la conjoncture mondiale et surtout européenne, un quart de siècle après la fin des deux grandes tueries, en 1943 et en 1970, demeure frappant, et, dans l'ordre économique, saisissant. La crise de 1929 avait marqué le passage de l'après-guerre à une nouvelle avant-guerre sans que l'opinion, il est vrai, en soit consciente. Le chômage de millions de travailleurs gonflait les effectifs des mouvements révolutionnaire, communiste et surtout national-socialiste. De l'effondrement boursier de New York à l'arrivée au pouvoir d'Hitler, de 1929 à 1933, l'historien aperçoit, avec le recul, une continuité intelligible, tragique des événements. Du Plan Marshall au Marché Commun et à la Zone de libre-échange, du plan Monnet à la modernisation de l'économie française, du « miracle » allemand au « miracle » italien, du règne de Mac Arthur au « miracle » japonais : comment l'observateur ne reconnaîtrait-il pas la continuité de la croissance, la diffusion d'une zone de prospérité ? Les problèmes de l'entre-deux-guerres, ceux des années 30, les sociétés occidentales, dites développées, les ont, d'une

certaine manière, résolus. Solutions imparfaites comme toutes les œuvres humaines mais, qui, en dépit de leur imperfection, dépassent les espoirs de ceux qui, durant les hostilités, se déclaraient optimistes et réfléchissaient à l'avenir. Ni chômage massif, ni crise ; taux de croissance double environ de celui qu'Europe et Amérique avaient connu au siècle dernier et au début de celui-ci : qui eût prédit, en 1945, l'état économique de l'Occident en 1970 eût été taxé de foi aveugle dans les vertus du capitalisme, même matiné de Keynesisme.

Faut-il s'étonner que ce succès économique aboutisse à la contestation de la société, baptisée pour l'occasion « société de consommation » ? Pas le moins du monde. Rien n'échoue comme le succès. L'homme ne compare pas son sort à son expérience ou à ses craintes passées mais au sort de son voisin ou à ses aspirations. Plus l'économie progresse, moins elle intéresse, moins elle passe pour essentielle. On ne vit pas pour produire, on produit pour vivre, c'est-à-dire pour bien vivre. La contestation — et je ne songe pas seulement à la contestation violente des jeunes — s'attaque à tous les maux que le progrès économique n'a pas guéris ou qu'il a provoqués ou aggravés. Et ces maux, aussi vieux que l'espèce, prennent figure de scandale dès lors que les hommes ont le sentiment ou l'illusion qu'il dépend d'eux, de leur volonté, de leur intelligence, de les maîtriser.

Scandale de l'inégalité qui laisse subsister des îlots de misère dans le pays le plus riche du monde. Scandale d'une élévation du niveau de vie qui n'assure pas à tous le nécessaire et qui ne réduit pas l'intervalle entre les malheureux et les nantis. Scandale de l'air pollué, du milieu naturel saccagé, de routes encombrées, de la laideur répandue, du silence perdu. Ce qui n'avait de prix parce que chacun en jouissait librement — l'espace, le calme, la beauté — devient rare et

les sociétés opulentes découvrent que ces biens sans prix étaient plus précieux que les biens, durement acquis par un labeur qui les dévalorise en les multipliant.

Thèmes déjà tombés dans le domaine public, aussi dépourvu d'originalité que le thème, hier partout répété, du taux de croissance. Il se peut que d'autres soucis les rejettent dans l'ombre: ils garderont pourtant, en tout état de cause, une signification irréductible, qui les soustrait aux vicissitudes de la mode intellectuelle.

Depuis deux siècles, les penseurs de l'Occident s'interrogent sur la civilisation moderne, sur la phase de l'aventure humaine, ouverte par deux événements ou deux mutations qui continuent de développer leurs conséquences : démocratie et industrialisation. Les doctrines, politiques et sociologiques, dont le dialogue, académique ou sanglant, structure les péripéties tumultueuses des cent cinquante dernières années, se ramènent en dernière analyse à une interprétation, sereine ou angoissée, de ces deux mutations.

Les interprétations optimistes, sur le plan économique, oscillaient entre le libéralisme, qui mettait sa confiance dans la main invisible et les mécanismes du marché, et le socialisme qui comptait sur l'organisation, après une catastrophe salvatrice (ou sans elle) pour réconcilier l'industrie avec la démocratie, c'est-à-dire l'égalité. Les interprétations pessimistes doutaient que l'accroissement de la production pût prendre de vitesse le gonflement de la population. Les premières ont reçu la confirmation de l'expérience dans les pays industrialisés. Le reste du monde nous rappelle que l'angoisse des pessimistes ne manquait pas de fondement.

La même opposition se retrouve dans l'interprétation des effets humains de l'industrie. Les conservateurs ou les réactionnaires évoquaient avec nostalgie les communautés traditionnelles, la chaleur des relations de personne à personne, la transmission de l'héritage spirituel à travers les générations, l'ensemble de mode de vie que l'industrie, toujours en quête de biens nouveaux, détruit irrémédiablement. Éducatrice de l'humanité selon les uns, la technique

figure un démon selon les autres. Depuis quelques années, nous assistons à un nouveau renversement du pour au contre. La phase 1945-1965 favorisa l'optimisme de l'enrichissement général, la phase au début de laquelle nous nous trouvons provoque un curieux retour aux utopies du siècle passé, aux nostalgies des adversaires de la modernité.

La critique de la science et de la technique appartient, semble-t-il, tour à tour à la gauche et à la droite. C'est la pensée de droite qui s'en prenait jadis tout ensemble à l'industrie et à la démocratie, jugées inséparables. Le socialisme, d'inspiration marxiste, intégrait et dépassait cet acte d'accusation. Oui, l'industrialisme, dans le cadre du capitalisme, multipliait les injustices, dégradait la condition du grand nombre. Mais, pris en charge par les producteurs associés, il donnerait sa chance à tous et reconstituerait une authentique communauté. L'industrialisme de Saint-Simon comme moyen, la communauté démocratique de Rousseau comme but, tel se présente l'espérance marxiste. D'un côté comme de l'autre de l'Europe, espérance trahie. D'un côté comme de l'autre, l'aspiration à une communauté moins injuste, moins hiérarchique, moins organisée renaît, parfois sous la forme d'une volonté révolutionnaire, parfois dans une existence détachée, en marge du travail et des obligations, satisfaite de la jouissance, ludique et créatrice. Au-delà de l'économie : le mot d'ordre exprime une interrogation plutôt qu'un projet. Jamais la société industrielle n'apparut aussi contraignante, œuvre des hommes qui échappe à son architecte et obéit à sa propre loi. Jamais les révoltés n'ont manqué à ce point de programme, d'une image de l'ordre social, susceptible de remplacer celui qu'ils veulent détruire. Mais rarement, la mise en question de l'ordre existant a revêtu pareille radicalité.

Un demi-siècle après la révolution d'octobre, le régime soviétique continue d'offrir la seule alternative au régime capitaliste-libéral de l'Occident. Les contestataires n'acceptent ni l'un ni l'autre. Utopistes sans utopie, révoltés sans objectif définissable, ils expriment, à leur manière, la recherche des valeurs, au-delà du travail et en marge de l'organisation, qui répondraient aux exigences matérielles et combleraient le vide moral de notre civilisation.